



08 mars 2010

Aux membres de la Commission parlementaire des finances publiques

M. Raymond Bernier
M. Stéphane Billette
M. Marc Carrière
M. Emmanuel Dubourg
Mme Charlotte L'Écuyer
M. Alain Paquet, président
M. David Whissel

M. Jean-Martin Aussant
M. Claude Cousineau, vice-président
M. Nicolas Marceau
M. Irvin Pelletier
M. Sylvain Simard
M. François Bonardel

Objet: Commission parlementaire des 2-3- février 2010

Madame, monsieur,

En réunion le 25 février dernier à Drummondville, les membres du conseil d'administration de l'Alliance des Associations de Retraités se sont déclarés satisfaits de la commission parlementaire et ont tenu à vous remercier pour votre travail et votre écoute intéressée et attentive. Ils ont aussi exprimé des attentes face au suivi que vous disiez vouloir concrétiser rapidement. Vous aviez d'ailleurs demandé des retours à ce sujet. Je résume en questions ces attentes.

1. Nous affirmions dans notre mémoire qu'une sympathie unanime se manifestait chez les membres de l'Assemblée nationale sur notre dossier indexation. Les membres de l'AAR souhaitent donc une réponse concrète, claire et rapide.
2. Nous ne comprenons pas que notre demande de Table de travail avec le gouvernement soulève autant de difficultés. N'est-elle pas dans un suivi logique des Lois 195, 30 et 27 qui ont ouvert un peu la porte aux retraités afin de leur donner un droit de parole sur leurs régimes de retraite ? Lors des travaux de la commission, vous nous avez questionnés sur la présence des syndicats à cette Table de travail. La négociation étant gérée par une loi réunissant les syndicats et le gouvernement, nous vous avons répondu que, selon nous, il reviendrait au gouvernement de discuter de cela avec les syndicats. Nous ne demandons pas d'aller à la Table centrale de négociation. Si c'est là l'origine de la peur ou de l'hésitation, ne faudrait-il pas modifier la loi qui régit la négociation pour préciser et officialiser cette création de notre Table de travail ?
3. Nous affirmions, toujours dans notre mémoire, que les retraités ne forment pas un groupe monolithique mais ont toujours le droit d'exprimer des points qui ne font pas l'unanimité. Au lieu de voir la majorité respectée, pourquoi se font-ils dire « Allez d'abord vous entendre » ?
4. Dès son origine, la solidarité constituait une des bases du RREGOP. C'est dire que les travailleuses et les travailleurs investissaient de l'argent confié à des gestionnaires qui devaient prévoir que les rentes devaient soutenir la ou le participant toute sa vie. Pour ce faire, les évaluations actuarielles prévoyaient toujours des marges pour protéger les rentes des personnes ayant des vies prolongées. Dans l'utilisation politique des argents de la caisse (composée de l'argent des actifs et des retraités, rappelons-le), des cas sont connus où l'argent sorti a servi à des situations non prévues. De plus, si l'argent du « partenaire gouvernement » avait été

capitalisé, vous êtes d'accord avec nous que la situation serait tout à fait différente aujourd'hui, et

que la dette du gouvernement serait diminuée d'environ 60 G \$. Cela changerait complètement l'image du financement. Et si c'était compris, les journalistes cesseraient de semer des peurs dans la population en affirmant que les rentes des retraités des secteurs public et parapublic forcent le gouvernement à créer des nouvelles taxes, couper dans les services...Le gouvernement ne fait que payer sa dette en retard. Ça ne fait pas de ses retraités des « gras dur » qui pénalisent les finances du gouvernement.

Madame, monsieur, nous espérons que toutes les démarches répétées des associations de retraités des secteurs public et parapublic vous aideront à pousser vos collègues à passer de la sympathie à l'action.

Veillez accepter nos sincères salutations.

André Goulet, président
Alliance des Associations de Retraités
Case postale 75133
Québec
G1Y 3C6
alliancedesassociations@bellnet.ca